



Au-delà du système actuel, où aller ?

Extraits du blog de Christian Arnsperger
(février-juin 2010),
compilés et mis en forme par Eli Michel

Imaginez une transition économique vers des modes de production et de consommation post-capitalistes – démocratiques, participatifs, « simplicitaires » : ça cale de tous les côtés. Parce que ce qui est remis en cause, c'est la logique même de la valorisation des capitaux économiques et financiers sur la base du travail salarié, avec le soutien bienveillant des pouvoirs publics. C'est toute la « social-démocratie » capitaliste qui tremblerait sur ses bases dans la transition économique, et les acteurs clé n'en veulent pas spontanément : non seulement le patronat, bien entendu, les travailleurs hautement qualifiés qui dégagent une rente, les syndicats, les élus politiques, mais aussi tous les consommateurs qui donnent libre cours à leurs compulsions – bref, une grosse partie de la population.

Compulsions ? La réalité quotidienne, c'est payer la maison, la voiture et ses courses au supermarché vous diront ces mêmes (petits) consommateurs que nous sommes pour la plupart. Bref, il y a des efforts, et quelquefois des larmes, pour y parvenir au travers d'un travail salarié. Parce que c'est nécessaire et qu'on ne peut pas faire autrement, dit-on, soumis et imprégné par les mécanismes et les institutions qui agissent au sein de notre société capitaliste. Nous sommes des êtres capitalistes : nous craignons la pollution et les coûts financiers du changement climatique, mais nous ne craignons pas les effets désastreux, sur notre humanité, des modes de production, de consommation et d'allocation actuels qui donnent tant de prétendu « sens » à nos existences. Nous voulons voir nos revenus garantis et si possible continuer à avoir autant, voire, plus d'accès à la grande tuyauterie du marché mondialisé.

Pourtant, une « transition à double détente » reste possible, estime Christian Arnsperger : d'abord une transition du capitalisme gris

vers le capitalisme vert, puis une transition de ce capitalisme vert vers le post-capitalisme. Cette réponse est surtout pragmatique à cause du rapport de force : à moins de se tromper complètement les actuels mouvements citoyens de la base ne sont pas encore suffisamment armés pour effectuer à eux seuls une transition directe du capitalisme gris vers le post-capitalisme. Il leur faudrait de multiples dotations – notamment des terrains, des emplois nouveaux et des capitaux, mais aussi et surtout de nouveaux droits économiques et sociaux – pour pouvoir opérer d'un seul coup une déconnexion totale à l'égard de toute la logique de la social-démocratie capitaliste actuelle. Ces dotations n'existent pas encore à l'heure actuelle, et qu'elles ne pourront pas être générées sans un passage par un capitalisme vert d'emblée socialisé et « harnaché » par les pouvoirs publics en vue de pouvoir financer et soutenir le plus vite possible des initiatives post-capitalistes.

Mais même pour cela, il faudra encore compter sur le courage politique et accepter de subir des conséquences, c'est-à-dire le chantage à l'emploi et le terrorisme à la mobilité des investissements, peut-être une fuite de capitaux vers des régions plus dociles. Car l'enjeu sous-jacent est bien celui de la redéfinition du capitalisme vert lui-même : non pas un capitalisme sauvage de nature néolibérale mais une sorte de « partenariat public-privé » très provisoire et très encadré qui pourrait permettre de « jouer » avec la logique actuellement dominante, juste le temps de la dépasser. Nos bourgmestres et autres échevins, au niveau le plus local, ne voient pas comment ils pourraient inverser dans leur petit coin une tendance lourde qui est soutenue par quasiment toutes les décisions politiques aux niveaux régional, fédéral, européen et mondial. D'où la conviction, pour pas mal d'entre eux, que l'idée même de transition est irréaliste, donc impossible à mettre en œuvre. D'où l'idée que – en effet – nos élus jusqu'au niveau le plus local ont besoin d'être pris par la main et rassurés par leurs électeurs potentiels. C'est bien de structures participatives citoyennes « illégales » que nous avons d'abord besoin – illégales au sens où nous devons les mettre en place sans l'autorisation expresse de nos élus, avec la conséquence que nos délibérations et interpellations au niveau communal (pour pousser, à terme, la création d'un échevinat de la transition par exemple) n'auront dans l'immédiat qu'une valeur purement consultative, comme on le dit dans le jargon politique « démocratique ».

Le tout est donc de savoir dans quelle mesure nos initiatives citoyennes consultatives auront suffisamment de poids pour acquérir, un jour ou l'autre, force de loi. Mais cela, c'est le lot de toute action non institutionnalisée : elle se fait à l'usure, dans la conviction que les mutations

pour lesquelles on milite sont urgentes, donc souhaitables – donc, un jour ou l'autre, possibles. C'est en tout cas la conviction qui porte des gens comme Rob Hopkins au Royaume-Uni, qui est le père fondateur du mouvement des « Transition Towns ». Pour ce qui est de la transition économique, qui met beaucoup plus en péril les intérêts en place dans notre société, sans doute faudra-t-il une nouvelle alliance entre les citoyens des communes et les mouvements syndicaux. C'est en tout cas la conviction que défend Chris Carlsson aux Etats-Unis, le fondateur du mouvement « Nowtopia ». Aussi bien pour Hopkins dans le domaine énergétique, que pour Carlsson dans le domaine du travail et de la lutte contre le salariat, c'est aux citoyens, sans grande aide de la part des élus publics, de rendre possible l'impossible – dans l'espoir qu'à un moment donné ces élus eux-mêmes pourront faire le pas, en abandonnant leur allégeance souvent frileuse aux pouvoirs économiques dominants.

Facile à dire, moins facile à faire. Mais est-ce pour autant ... irréaliste ?

Comment promouvoir ces alternatives sans une aide étatique ? Comment les rendre possible sans attendre ni un centime ni un hectare d'une quelconque collectivité publique ? Le sont-elles seulement ? Faudra-t-il se mettre en quête de grands mécènes, des Robert Owen du XXI^e siècle ? Plus profondément encore, il ne faudrait pas que l'absence et l'attente de soutien public paralyse la recherche de solutions privées. S'il y a quelque chose à attendre et à espérer, cela viendra des citoyens et de leurs regroupements en associations. Reste à savoir comment libérer leur force créatrice, leur action sans attendre d'aide de l'Etat. Même dans une démocratie avancée, il est insensé d'espérer d'un système politico-économique qu'il fournisse lui-même à ses opposants les moyens de le contester en profondeur. S'il y a une mouvance « transitionniste » émergente, elle peut jusqu'à un certain point avancer sans soutien public, en bricolant des solutions à l'aide de mécènes soudain convertis à sa cause ou à l'aide de ressources internes au mouvement – car, après tout, une frange non négligeable de « citoyens en transition » a passé sa vie à travailler comme salarié, indépendant ou entrepreneur avant de se lancer dans cette aventure alternative.

Mais cette autonomie n'est possible que jusqu'à un certain point. L'un des goulots d'étranglement est la non-disponibilité de terrains et/ou de locaux pour la mise en route d'activités socioéconomiques alternatives. Localement, donc, un soutien politique est essentiel afin de pouvoir soustraire à la logique marchande une série de ressources-clé sans lesquelles la transition ne sera pas possible. C'est ici que les syndicats pourraient peut-être s'allier (davantage encore qu'ils ne le font pour



le moment) avec les mouvements citoyens de la base, justement. Insuffler aux luttes sociales immédiates un horizon plus large peut redonner vigueur et courage à des lutteurs souvent fatigués par les obstacles quotidiens qui se présentent à eux : rapports de force, cynisme, hypocrisie, double discours, surdité du vis-à-vis, impératifs économiques venant du dehors et impossibles à maîtriser, etc. L'horizon plus large qui peut nourrir aujourd'hui les luttes sociales dans le monde du travail n'est plus simplement la lutte des classes ; c'est une vision profondément renouvelée de la lutte des classes. La transition vers une multitude d'initiatives citoyennes post-capitalistes prendrait la place de l'ancienne visée, qui était sinon la prise du pouvoir politique par le monde ouvrier, du moins la consolidation d'une social-démocratie permettant de « pomper » les profits capitalistes en vue de financer les services publics, l'éducation, le chômage, les soins de santé et les pensions. Dans l'immédiat, cette visée peut garder une certaine validité, mais nous savons en même temps qu'à trop vouloir rester « dans » le capitalisme tout en en pompant les ressources, on finit par vouloir rester « dedans ». Or, la visée fondatrice du socialisme était bien de pomper les ressources du capitalisme jusqu'à pouvoir se passer de lui – et c'est exactement ce que la transition du capitalisme vert vers le post-capitalisme essaierait de faire.

A terme, et même dans l'absolu, « l'emploi » n'est pas, en soi, une panacée. Non, le travail ne donne pas de sens à une vie, comme ça, en tant que tel. Non, dépendre d'un patron exploiteur (parce que inscrit dans une impitoyable concurrence, donc productiviste et obsédé par le rendement) ne permet pas de rentrer chez soi en ayant envie de changer le monde. Non, les syndicats ne sont pas à la hauteur des défis d'une transition radicale. Certes, avoir un travail exploité et opprimant est mieux que rien. On peut y développer un « sens » au jour le jour malgré l'ennui et les usures, et on peut même y faire l'expérience de dimensions « politiques ». Certes, être au chômage dans nos sociétés est une catastrophe humaine, et il vaut bien mieux des syndicats qu'un monde néolibéral à la sauce MR-UWE-FEB. Mais le monde de l'emploi restera toujours, dans cette logique inhumaine où nous sommes obligés de vivre, un lieu de gestion du cheptel humain, de manutention et de manipulation des denrées humaines nécessaires à la lutte compétitive entre capitaux ou entre administrations.

Le monde syndical actuel ne connaît peut-être pas suffisamment les initiatives de transition non salariales et non capitalistes qui existent déjà. (Voir notamment le livre *Nowtopia* de Chris Carlsson qui prétend offrir une « nouvelle politique du travail ».) Il peut aisément s'y initier en se mettant davantage à l'écoute des

mouvements citoyens de base, notamment au sein de l'Objection de Croissance. En revanche, les « citoyens en transition » ne bénéficient pas d'un levier stratégique suffisant au sein des milieux économiques capitalistes et étatiques classiques, et ne recherchent pas assez activement de tels leviers : ils vivent donc parfois en vase clos, sans voir que la majorité des travailleurs ne connaît même pas les alternatives post-capitalistes les plus prometteuses. C'est là que les syndicats peuvent jouer un rôle irremplaçable de relais et même de soutien actif, par la menace d'un chaos social au cas où la transition post-capitaliste serait mise de côté, voire combattue, par nos dirigeants économiques et politiques.

Pourquoi donc ne pas travailler d'urgence à un rapprochement stratégique entre le monde syndical et celui des « citoyens en transition », de façon à empêcher que la seconde détente de la transition ne passe à la trappe et que nos patrons et nos politiciens ne nous bloquent dans la première ? Aussi bien les syndicats que les mouvements citoyens y gagneraient en étant forcés de changer leurs façons de voir et de faire les choses. Si la transition post-capitaliste doit avoir une chance, c'est très certainement dans cette alliance renouvelée entre syndicats et citoyens de base que repose notre plus grand espoir.

Il semble aussi à Christian Arnsperger que la réflexion sur la transition économique ne peut pas faire l'économie du changement de la nature humaine, du changement anthropologique, donc aussi du changement culturel fondamental. Ce n'est pas qu'une affaire de nouvelles normes publiques de consommation – c'est une affaire de soutien public accru au travail des citoyens sur eux-mêmes. Et cela signifie qu'il faut aussi soutenir publiquement les gens qui osent s'engager dans des expériences communautaires alternatives. (Voir l'article de Christian Arnsperger, « A bas l'utopie, vive la démocratie profonde ! », dans le n°63 de la revue *Politique*.)

Faut-il pour autant lier la prospérité sans croissance à un « retour du religieux », voire même à l'institutionnalisation d'une religion d'Etat ? Bien sûr que non ! Les citoyens ont suffisamment de capacités émotionnelles et intellectuelles pour se « brancher » sur les traditions philosophiques et spirituelles qui « circulent » dans l'espace public (à condition qu'on les y laisse circuler) et qui peuvent leur permettre de travailler sur leurs profondeurs.

Autant il importe que les ressources de la nature soient traitées davantage comme telles, c'est-à-dire que les êtres humains doivent réapprendre à les traiter comme des denrées naturelles et donc fragiles, autant il importe que les êtres humains cessent de se traiter les uns les autres comme des « ressources naturelles » exploitables. Il faut qu'on admette,

jusque dans nos règles économiques, que les êtres humains ont une dignité « sur-naturelle » – dignité que les Lumières modernes, la pensée des Droits de l'homme ainsi que les grandes traditions spirituelles de l'humanité ont toujours affirmée.

Comme le propose Christian Arnsperger dans son texte « Transition écologique et transition économique », la manière la plus pertinente de concilier une démocratie radicale et un renouvellement du tissu économique serait une forme de bio-régionalisme. On entend par là une gouvernance « relocalisée », c'est-à-dire centrée sur une échelle à laquelle les gens puissent encore, sinon voir face à face, du moins connaître d'assez près les décideurs de première ligne à qui ils confient leurs existences et pouvoir interagir avec eux de façon directe. Le bio-régionalisme s'ancre aussi dans l'idée selon laquelle l'échelle optimale d'interaction politique est celle, précisément, d'une « bio-région ». C'est une expression assez floue, mais qui dénote bien la préoccupation sous-jacente, à savoir : définir la région de référence en partie à travers les caractéristiques bio-environnementales qui en font une entité cohérente. Il y a donc un principe de territorialité à l'œuvre, mais qui n'a rien à voir avec un souci d'homogénéité culturelle ou ethnique. Et il y a bien en cela une logique de fédéralisme, mais qui n'a rien à voir avec un morcellement ou avec une réduction de la solidarité.

Certes, le fondement même de la démocratie participative est que chaque citoyen doit avoir un droit de « vote » proportionnel aux conséquences que telle ou telle mesure aura sur sa propre vie quotidienne. Mais cela n'empêche en rien que les diverses bio-régions fédérées établissent entre elles de puissants liens de solidarité. C'est précisément pour cela que nous devrions plutôt parler de « bio-anthropo-régionalisme » : c'est non seulement l'environnement naturel qui importe à la vie quotidienne des gens, mais aussi les vies quotidiennes que mènent les autres êtres humains, qu'ils soient proches ou lointains. Un réflexe habituel des critiques du régionalisme (et on les comprend quand on voit les tensions affligeantes qui gangrènent actuellement notre Belgique fédérale mais aussi l'Europe) est de dire que chaque sous-entité fédérée aura tendance à se replier sur elle-même, à privilégier la vie quotidienne de ses propres membres et à ne prendre en compte dans la vie quotidienne des autres régions que ce qui aura un effet direct et négatif sur ses propres membres. Ainsi, les citoyens du Brabant wallon ne chercheraient en rien à prendre des mesures locales qui permettraient aux citoyens du Hainaut ou du Limbourg de vivre mieux – et ils ne se soucieraient de la vie quotidienne des Hennuyers ou des Limbourgeois que si cela permet d'améliorer leur vie quotidienne à



eux, les Brabançons. C'est en effet une possibilité, mais elle n'invalide pas en tant que telle le régionalisme – simplement, elle met en évidence la nécessité de créer des institutions infra- et supra-régionales porteuses de solidarité et d'interconnexion, plutôt que de repli et d'égoïsme. Dans la mesure où aucune « bio-anthropo-région » ne sera jamais pleinement autonome, mais seulement semi-autonome, cet enjeu est effectivement crucial.

Le courant de l'économie participative se fonde sur la conviction selon laquelle un emboîtement de « comités » citoyens, exprimant des aspirations, des souhaits et des exigences qui remontent ensuite au niveau supérieur, pourrait permettre de résoudre au moins partiellement des problèmes de repli et de quant-à-soi. L'acceptation, par chaque sous-région, de s'inscrire constitutionnellement dans une structure fédérale dotée de forte subsidiarité est une des conditions nécessaires à la viabilité du bio-anthropo-régionalisme : ce qui peut être décidé localement parce que les effets de la décision ont surtout un impact local, sera décidé localement sans interférence des niveaux supérieurs ; pour les décisions dotées de davantage d'effets externes entre sous-régions, un organe de niveau supérieur intervient et établit des priorités et des arbitrages ; et ainsi de suite. Ce qui différencie ce genre de système des fédéralismes que nous connaissons ici ou là, c'est qu'il fonctionnerait par hypothèse sur fond d'une déconnexion des diverses entités par rapport à la logique piégeante d'un capitalisme globalisé. Dans ce capitalisme globalisé, d'emblée, toutes nos décisions locales sont soumises à la censure des niveaux supérieurs parce que les « exigences » du capitalisme global font (a) que tout ce qui est décidé localement a un impact sur « les marchés » et (b) que tout ce qui se décide aux niveaux supérieurs – notamment sur « les marchés » – a un impact sur les niveaux locaux. C'est cette extrême fragilisation des localités, leur perte quasiment totale de résilience au sein d'une logique qui leur échappe et qui les « met sous chape », qui motive la proposition bio-anthropo-régionaliste.

Croire que l'on instaurera un bio-anthropo-régionalisme crédible tout en se cantonnant par principe dans l'horizon d'un capitalisme vert, c'est une erreur. Si on essaie de faire cela, on obtiendra quelque chose qui ressemblera furieusement au fédéralisme européen actuel. C'est-à-dire une concurrence entre régions pour « attirer des investisseurs » ; une prostitution fiscale en vue de ne pas trop peser sur les « coûts du travail » (comme si l'énergie de vie des gens qui travaillent devait être éternellement comptée comme un poids, comme une charge) ; des organes de décision fédéraux (infra-régionaux comme supra-régionaux) acquis d'avance à la cause « des marchés » qu'ils scrutent tel un oracle sourcilieux (obligés qu'ils sont de se financer sur « les marchés » parce que le néolibéralisme de la « mobilité des capitaux » a rendu le financement par impôts et cotisations impraticable) ; des entreprises empêchées par la structure même de l'économie capitaliste de marché d'être démocratiques ; des consommateurs moutonniers et incapables de prendre conscience d'où viennent les biens qu'ils achètent, qui les a produits et dans quelles conditions (et dépossédés, de fait, d'alternatives de consommation plus locales et plus participatives, que la concurrence capitaliste étouffe).

Ce fédéralisme localiste doit donc aller de pair, d'emblée, avec la démocratie en entreprise et avec la décapitalisation/ désindustrialisation de la consommation : création de coopératives d'acheteurs, de partenariats entre acheteurs et producteurs locaux. Tout cela en même temps – car si on fait l'un sans l'autre, la logique dominante de concurrence capitaliste entre entreprises anti-démocratiques, en quête des portefeuilles de consommateurs myopes et avachis, prévaudra. On aura beau promouvoir des « filières vertes » et une « croissance propre » : un post-capitalisme trop hésitant, ou trop partiel, sera avalé tout cru par les réflexes conditionnés auxquels nous nous sommes tous habitués. Le bio-anthropo-régionalisme sera intégral – au niveau des instances politiques comme au niveau des entreprises et des collectifs de consommateurs – ou il ne sera pas.

Le post-capitalisme devrait être aussi fondé sur un régime communaliste de propriété des capitaux, dans lequel c'est la communauté

dans son ensemble qui, sur un mode totalement démocratique (donc non « collectiviste » !), déciderait des façons dont il convient de combiner travail humain et capital économique. Une modalité radicale de ce genre de système est évidemment la coopérative de travailleurs. Plus largement, il s'agirait d'une démocratie économique où le capital ne serait plus – ne pourrait plus être, légalement parlant – source d'enrichissement individuel, mais seulement source de production d'une richesse « communale » revenant en droit à celles et ceux qui ont ajouté leur travail au capital commun. Cette richesse communale pourrait malgré tout être mise en circulation et redistribuée à travers ce que, dans son livre *Ethique de l'existence post-capitaliste*, Christian Arnsperger a appelé une économie de marchés sociaux.

Dans cette économie de marché non capitaliste, y aurait-il encore des managers ? Oui, bien entendu, mais dans le cadre d'une division du travail où – étant des travailleurs comme les autres, nullement inféodés à un quelconque groupe de « propriétaires » privés – ils seraient désignés par leurs pairs, au sein même de l'entreprise, comme exerçant provisoirement (dans le cadre de mandats éventuellement reconductibles, mais jamais permanents de jure) des tâches de gestion et de coordination plutôt que des tâches de production. Et quid des entrepreneurs ? Ils existeraient toujours, mais sous une forme qui fera bondir nos actuels businessmen : comme « employés communaux » ou comme « délégués à la création », et non comme pionniers privés auréolés des droits et prérogatives du self-made man.

L'entrepreneur communaliste serait un employé comme les autres, recevant un revenu pour son travail de créateur, sous le contrôle de la même démocratie économique qui bornerait et limiterait aussi les rémunérations des autres fonctions (producteurs, coordinateurs). Mais alors, quels seraient ses incitants, à cet entrepreneur « communal » ? S'il ne peut espérer tirer de sa créativité et de son esprit d'entreprise une richesse que rien ne limite a priori (ce qui est le cas dans le capitalisme), comment se motivera-t-il à innover, à créer, à sacrifier son temps et son énergie ? La réponse est assez simple, même si elle peut sembler un peu brutale dans le climat actuel, où l'on glorifie l'« esprit d'entreprise » en le confondant avec l'ambition personnelle, l'amour du jeu risqué et l'appât du gain : Ne resteront entrepreneurs que celles et ceux qui auront une réelle vocation, non seulement technique et instrumentale mais aussi sociale et spirituelle, et qui ne se rémunéreront pas uniquement par le surplus économique et financier dégagé par leur innovation, mais par la joie et la fierté d'avoir contribué à la prospérité (par ailleurs à redéfinir) de sa communauté.

Pas mal de ceux qui aujourd'hui se targuent d'être « entrepreneurs », mais qui sont en fait avant tout des capteurs de surplus à long terme comblant leurs angoisses par la « réussite », seraient simplement disqualifiés dans une démocratie économique post-capitaliste. En revanche, d'autres se révéleraient créatifs, innovants et dynamiques en tant qu'entrepreneurs sociaux, dans une logique nouvelle où le capital serait un prêt issu de la communauté, mis à leur disposition pour qu'ils lancent des idées bénéfiques à cette communauté.

Fin, dans cette logique post-capitaliste, le principe du prêt bancaire capitaliste, lui-même conditionné par les attentes de rentabilité sans mesure venant des « investisseurs » qui placent leurs fonds dans ces banques capitalistes. Il faudra inévitablement penser à remplacer le système bancaire capitaliste par des réseaux de financement – publics ou privés – coopératifs et axés, eux-mêmes, sur le service à la communauté – service assez modérément rémunéré, forcément, par rapport aux actuels délires de profitabilité d'un secteur bancaire capitaliste. Les exigences du communalisme post-capitaliste sont fortes – mais celles du capitalisme d'aujourd'hui le sont aussi ! Simplement, elles sont légitimées par une idéologie et une culture qui nous aveuglent assez largement sur les coûts humains de la logique inégalitaire à l'œuvre, axée sur l'inégalité d'accès au capital économique et financier et à ses « bienfaits ». Les banques et autres institutions de financement privées et publiques jouent pour



l'instant pleinement le jeu de la logique d'un « capital capitaliste » dans la mesure où elles valorisent avant tout le capital qui se « rentabilise » maximale grâce au travail exploité de façon non démocratique. Peut-être y a-t-il quelques exceptions d'Institutions Publiques de Crédit ou autres « outils économiques » collectifs dont on pourrait s'inspirer – si seulement ces institutions et ces outils n'étaient pas aux mains d'une caste politique (quelle qu'en soit la couleur) qui s'en sert comme faire-valoir et comme lieu où « recaser » ses amis en fin de mandats ...

Les (néo)libéraux sont absolument convaincus que seul le détenteur de capital économique et financier (que ce soit un individu ou un fonds de pension) possède les « incitants » qui vont l'amener à placer ses capitaux aux « bons » endroits – pour contribuer à un bien commun qu'on ne définit quasiment plus, ou qu'on définit au mieux par des idées opportunément vagues : créer de la croissance, fournir des emplois, assurer la compétitivité de nos entreprises, etc. ... Outre que ces objectifs sont souvent des mensonges de façade (car la croissance ne crée pas souvent de l'emploi, et le capital en quête de compétitivité n'est en rien intéressé à l'emploi), ils sont trop imprécis car nullement soumis à la délibération démocratique des citoyens : de la croissance, en vue de quoi et pour qui ? Des emplois, oui, mais lesquels et dans quelles conditions ? La compétitivité, aux dépens de qui et de quels choix publics en santé, en éducation, etc. ? Pas besoin de tels débats, nous disent nos planificateurs capitalistes : laissez les capitaux bouger, demandez à l'Etat de créer les conditions légales et réglementaires de cette mobilité (avec, pourquoi pas, un peu d'écologie et de social pour faire bonne mesure), et nous nous chargerons automatiquement de produire les « bons » résultats. Pire encore, la démocratie d'entreprise serait nuisible à l'allocation efficace des capitaux, et la démocratie en général, quand on lui donne « trop » de place, ralentit voire empêche les réallocations efficaces de se faire.

Le paradoxe, évidemment, c'est que cette apologie de la libre entreprise et du libre marché – sur fond de capitalisme – est en fait l'apologie d'une planification d'un type spécifique. L'allergie des chefs d'entreprise à la démocratie participative montre qu'ils souhaitent une planification centralisée, voire autoritaire, en interne. Et l'apologie néolibérale de la démocratie représentative montre que cette dernière est perçue (à tort ou à raison) comme une cible aisément manipulable, donc cooptable là aussi dans un processus de planification centralisée. Mais cette planification est en apparence non autoritaire, puisqu'il suffit de faire miroiter les « risques » d'un Etat trop « interventionniste » pour que les politiques s'autocensurent ... et mettent en place le

« bon » interventionnisme sans trop consulter les citoyens.

Il nous faut réfléchir à fond et patiemment à des méthodes de planification démocratique participative davantage que représentative, par exemple en suivant et prolongeant de façon créative les pistes « participativistes » de Michael Albert et Robin Hahnel (mais qui ne sont pas sacro-saintes et peuvent être modifiées, rejetées, remplacées par d'autres, etc.). Voilà probablement l'un des enjeux-clé du post-capitalisme.

Ce qui est en cause, ce n'est pas le principe de la planification ! Car même le capitalisme, est une logique de planification mise en avant comme « rationnelle » par les économistes, les décideurs politiques et les décideurs économiques. Non, ce qui est en cause, c'est le choix d'une méthode de planification qui soit démocratique : pas centralisée, pas liée aux acteurs les plus influents du capitalisme, donc pas simplement ancrée dans une démocratie représentative.

Dès lors, les mouvements citoyens pourraient se servir des ressources intellectuelles et logistiques de l'éducation permanente pour interpellier les politiques, en faisant valoir les multiples innovations culturelles en gestation dans l'économie sociale. Il ne s'agirait en aucun cas de venir avec un « schéma culturel » tout fait à imposer aux acteurs. Localiser l'émergence d'une culture socioéconomique revitalisée à l'interface entre mouvements citoyens, éducation permanente et économie sociale, c'est maximiser les chances que cette émergence soit réellement novatrice et ... révolutionnaire ! Rien n'est certain ni acquis, mais plus ces trois secteurs si précieux de nos sociétés démocratiques perfectionneront leurs interfaces et leurs synergies, tout en revendiquant des fonds publics financés (bien malgré elles) par les profits des entreprises privées, plus les décideurs politiques courageux (car il y en a tout de même !) se sentiront pousser des ailes pour enfin prendre leur courage à deux mains et faire leur coming-out !

1. A côté de l'obligation faite à chaque commune de créer un certain quota de logements sociaux, introduire l'obligation analogue de soutenir la création d'au moins un éco-quartier par commune, du moins là où une demande citoyenne existe déjà.

2. Créer un cadastre des terrains à réserver d'office aux projets d'écovillages et d'habitat groupé alternatif au-delà des écoquartiers « statutaires » mentionnés au point 1 et soustraire ces terrains à la régulation inégalitaire et excluante par le « marché immobilier ». En d'autres termes, prévoir la possibilité que des citoyens motivés, mais sans moyens suffisants pour financer l'achat d'un terrain sur le « marché libre », puissent développer des projets alternatifs et en démontrer la viabilité.

3. Plus largement, faire un appel d'offre aux communes de Wallonie et de Bruxelles afin de faire émerger officiellement dans chacune d'elles, si possible, une dynamique. Souvent, il n'est pas de bon aloi de se retrancher derrière l'apparente absence de demande citoyenne. Cette demande peut avoir été étouffée ou éteinte par des décennies de gestion « capitaliste-marchande » d'une municipalité. Il faut donc d'abord recréer une dynamique de réflexion citoyenne.

4. Elargir très significativement la notion d'« esprit d'entreprise » afin d'inclure dans la dynamique de transition les entreprises coopératives et les firmes autogérées, ainsi que les très nombreux petits entrepreneurs sociaux qui actuellement ne peuvent déployer leurs activités non-profit post-capitalistes qu'en ayant recours au mécénat privé. Le risque de récupération et de brouillage idéologique est très évident. Il faudrait exclure légalement le mécénat privé direct et proposer plutôt aux supposés mécènes (qui, bien souvent, devront alors abattre leurs cartes ...) une contribution anonyme à un fonds public de soutien à la transition économique.

5. Créer un statut officiel d'« acteur de transition économique » qui serait géré par les communes ou par les provinces et qui inclurait un revenu de base conséquent, une pension légale et un accès à tous les soins de santé. Ce soutien public permettrait aux entrepreneurs sociaux les plus innovants et aux groupes de citoyens les plus créatifs de se déconnecter durablement de la logique financière dominante.

6. Encourager la mise en circulation de monnaies alternatives et localement enracinées (au-delà des seuls SELs qui sont des systèmes monétaires en eux-mêmes), si possible en encourageant la création de banques non capitalistes – c'est-à-dire d'organismes qui gèrent des fonds (en monnaie parallèle) sous forme d'asbl ou même d'organismes publics de mise en circulation de monnaies alternatives à l'euro. Cette mesure aurait pour effet de permettre à de nombreuses initiatives locales en « circuit court » de subsister sans être soumises aux impératifs de rentabilité et de croissance imposés par le financement bancaire classique et le recours à l'actionnariat (même pour les PME). Ces pistes pourraient former l'ossature initiale de la mission d'un Ministère de la transition économique.

Mais, bien entendu, ces six premières pistes n'auraient aucun sens si une ultime condition, absolument cruciale, n'était pas remplie :

7. Le Ministère de la transition économique doit être doté de prérogatives égales à celles du Ministère de l'économie et des finances et en particulier doit pouvoir revendiquer la gestion autonome d'une enveloppe budgétaire équivalente à celle qui va aux actions



« classiques » d'intervention des pouvoirs publics dans l'économie (éducation, santé, transferts sociaux, etc.) Idéalement, la spécificité du Ministère de la transition économique devrait être inscrite dans la constitution, ou en tout cas dans les documents officiels qui circonscrivent et fixent les missions de l'exécutif.

Il semble que l'enseignement obligatoire, mais aussi l'éducation permanente auront un rôle clé à jouer, et dont il faut mettre en place les instruments dès à présent :

8. À divers niveaux, des programmes d'éducation, des notions d'économie, de psychologie et de philosophie liées à la transition économique devraient être proposées, non comme des dogmes à avaler, mais comme des propositions de vision du monde autres que celle du citoyen-consommateur en recherche de pouvoir d'achat à travers un emploi salarié et à travers le soutien des ses gouvernants au sein du capitalisme mondialisé. Ces éléments d'éducation novateurs devraient porter à la fois sur les rouages profonds de la logique économique actuelle et les voies de sortie de cette logique, grâce à une lucidité des citoyens quant à leur dépendance corporelle, psychologique et spirituelle aux Modèles de production, de consommation et de travail au sein de la logique économique actuelle. Dans cette optique, il conviendrait à la fois de réorienter les programmes d'éducation secondaire en sciences sociales, mais aussi de continuer à soutenir fortement les associations d'éducation permanente pourvoyeuses de visions critiques. Ce dernier volet est absolument essentiel pour que les points 1 à 6 évoqués précédemment puissent réellement faire sens.

En effet, seule une population réellement conscientisée aux enjeux du renouveau économique et de la transition pourra prendre en main les moyens publics mis à sa disposition.

Tout reconstruire

Christian Arnsperger

13 août 2010

Dans la situation où nous sommes, la réflexion et l'action en direction de la société de demain ne peuvent pas se faire sans les citoyens. Si le consommateur, l'électeur, le travailleur ne s'impliquent pas directement et fortement dans la mise en place de l'après-capitalisme, nous risquons de connaître un effondrement progressif mais douloureux des structures actuelles, à cause de lobbies industriels et financiers rétifs au changement et de décideurs politiques tétanisés par la radicalité des enjeux, voire même complices avec le système en place. Nous n'allons pas pouvoir construire l'économie et la société des XXI^e et XXI^e siècles en une seule fois, par un décret de loi ou par une révolution soudaine – l'âge de la transition où nous entrons est une époque très incertaine, qui nous mène au seuil d'une multitude de chemins possibles.

Y aura-t-il un seul chemin emprunté par tout le monde, ou bien une variété de collectifs, de municipalités, de régions adopteront-ils une pluralité de voies distinctes ? Qui d'entre nous peut vraiment prétendre connaître avec précision, comme sur un plan d'architecte, les modes de production, de travail, de consommation et de financement à venir ? Nous ne sommes pas des machines : certes, le consumérisme et le productivisme nous conditionnent, mais nous possédons la liberté d'agir collectivement. Nous pouvons innover dans nos communautés, nos quartiers, nos villes, nos régions. Nous devons innover, car une chose est certaine : l'économie industrielle mondialisée, axée sur le commerce de longue distance et l'exploitation à outrance de la main-d'œuvre salariée, ancrée dans une finance tapageuse qui réduit même les petites et moyennes entreprises, et même les associations, à la recherche de bénéfices à outrance – cette économie-là, aussi profitable soit-elle à certains et aussi difficile soit-elle à quitter, est moribonde. Elle détruit la nature et elle détruit l'humain en nous, sous couvert d'exubérance et de créativité factices. Comme le disent certains écologistes à raison, nous voilà aujourd'hui entrés

inéluclablement dans l'ère du déclin énergétique (en anglais, energy descent), de la « longue descente » vers un avenir sans pétrole et sans substituts suffisants en énergies renouvelables. Il faudra réduire, simplifier, aller vers des formes de vie frugales et participatives. Vu du dedans du système, c'est une catastrophe et nos décideurs comme nos élus tentent de maintenir le cap d'une logique en perdition ; ils pourront le faire encore tout un temps, assurés de l'adhésion d'une portion importante des citoyens qui refusent de voir la réalité en face. Vu du dehors du système, le déclin est une chance inouïe de changer de cap, de penser et de vivre autrement après trois siècles de parenthèse industrielle et capitaliste. Il faut préparer cet avenir incertain, afin que nos enfants et petits-enfants aient les ressources et les compétences requises pour gérer au mieux l'« atterrissage » du système.

La conséquence n'est pas mince : il nous faut tout repenser et tout reconstruire, de la consommation à la banque en passant par le travail, l'entreprise, la décision politique, l'éducation et la mobilité. Il faut que les citoyens qui veulent agir comme acteurs de transition – quelle que soit leur option particulière de vie et de changement – et y engager leur existence puissent être soutenus par les pouvoirs publics. Les pages que vous venez de lire proposent une tentative, encore bien mince et peu aboutie, de formuler certains axes de ce « tout repenser, tout reconstruire ». Ces pages, issues de mon blog intitulé « TRANSITIONS », s'adressent aux citoyens, aux militants du quotidien qui cherchent des pistes de réflexion et d'action. Rien de ce que vous avez lu n'est obligatoire ni définitif. C'est un essai, libre et très imparfait, pour vous montrer le genre de questions qu'il me semble bon de se poser, et le genre de direction dans laquelle il me semble qu'il faut chercher des réponses : une société de sobriété, de participation, de démocratie économique où l'allocation universelle joue un rôle de catalyseur social et où l'idée même de l'« esprit d'entreprise » est repensée de fond en comble. Car à l'avenir l'entrepreneur par excellence, ce ne sera plus Albert Frère ou M. Mestdagh (quel que soit le soutien appuyé qu'ils reçoivent encore du Ministère des finances ou d'autres instances officielles), ce sera le citoyen « lambda » dans sa recherche patiente d'une vie nouvelle, d'une convivialité plus profonde, d'un rapport plus proportionné à la nature et aux autres êtres humains. La parenthèse industrielle-capitaliste qui se referme actuellement nous a fait penser que notre mode de vie serait éternel – comme tant d'autres civilisations l'ont cru avant nous. Ne laissons pas ceux qui détiennent la parole, le pouvoir et la puissance dans le système actuel nous dicter la façon dont nous devrions repenser et refaçonner les choses !

Il faut que naissent de nombreuses communautés de pensée et de vie, de nombreux chemins de changement qui puissent explorer des alternatives à ce qui existe actuellement. Les défis sont immenses et il ne sert à rien de s'affaiblir en nous divisant et en nous disputant entre « alternatifs ». Personne ne sait quels modes de production, de consommation, de travail, quels modes de vie offriront vraiment les « bonnes » réponses dans un ou deux siècles. Il faut avancer dès aujourd'hui en tâtonnant et en « bricolant » pour déconstruire, reconstruire, explorer, expérimenter, évaluer, réajuster, etc. Demandons avant tout à nos décideurs de nous laisser expérimenter librement nos alternatives et de nous en donner les moyens légaux et financiers. Il faut cultiver ni le consensus mou, ni la rivalité acharnée – il faut accepter le dissensus tout en essayant d'apprendre les uns des autres. Le blog dont vous venez de lire des extraits essaie de montrer quelles conditions doivent être réunies pour que cette coexistence féconde entre « alternatifs » ait une chance de se produire. Je n'entends pas vous dire comment vivre (même si j'ai évidemment mes propres options et mes propres aspirations), mais bien vous dire comment – à mon avis – nous devrions organiser la société pour que notre recherche d'un avenir meilleur soit autre chose qu'une mascarade. Les huit mesures que je propose me semblent indispensables, quelles que soient vos options et vos aspirations quant au mode de vie que vous voulez adopter. A chacune et chacun, ensuite, de se servir des soutiens publics et des libertés acquises pour se forger une existence authentique et la proposer – sans l'imposer – à d'autres qui ont la même quête.